

Des pistes de réflexion pour redonner vie aux centres-villes

Publié le 07/09/2017 par [Pierre Lelièvre](#)

Des élus de l'association Centre-Ville en mouvement demandent que le centre-ville soit désigné "Grande cause nationale 2018". Pour cela, ils avancent des propositions en matière commerciale, d'aménagement, d'urbanisme et de transport.



Le maire de Reims, Arnaud Robinet (à gauche) et Patrick Vignal (au centre), président de l'association Centre-ville en mouvement, à Paris le 7 septembre 2017.

"Réinvestir le centre-ville. Le centre-bourg est un projet de société". Voilà en substance le mot d'ordre affiché par Patrick Vignal, député de l'Hérault et président de l'association [Centre-ville en mouvement](#) lors de la présentation, jeudi 7 septembre 2017 de la demande de labellisation du centre-ville comme **Grande cause nationale 2018**.

Au-delà de l'aspect symbolique et financier de la demande formulée auprès du président de la République, Patrick Vignal, Arnaud Robinet, maire de Reims ou encore Jean-Loup Metton, ancien maire de Montrouge, ont formulé **une série de mesures visant à répondre aux maux qui**

touchent les centres urbains. Les petites et moyennes villes font face, en effet, à un réel défi, confrontées à la **dévitisation** et à la **désertification de leurs centres**.

Remettre en scène le commerce

"*Le centre-ville de demain doit être coconstruit*", plaide l' élu héraultais qui pointe notamment le rôle des commerçants dans la **redynamisation des centres urbains** mais également des habitants. "*La notion d'**animation commerciale** des magasins est une composante indispensable, explique-t-il, mais elle n'est pas la seule*". Alors que les villes voient **leur taux de vacance commerciale augmenter constamment** en parallèle du développement des zones commerciales périphériques, **les Français montrent un réel attachement aux centres urbains et aux commerces**. Près de deux tiers des Français plébiscitent les coeurs de ville.

Ils souhaitent par exemple que **le métier de manager du commerce et du centre-ville** soit renforcé, encadré et reconnu. Le **dynamisme des boutiques de centre-ville** et la mise en avant d'**activités culturelles et artistiques** sont, par ailleurs, des éléments clés dans l'avenir des villes et du **développement du lien social**, selon eux.

Une opportunité que les commerçants peuvent saisir en même temps que l'enjeu du **numérique**. Pour Arnaud Robinet, "*il constitue une chance formidable de développer l'offre des commerçants et de les rapprocher de leurs clients*".

Repenser l'urbanisme et les transports

Mais au-delà des défis que doit relever le commerce, l'association souhaite la mise en place d'une politique transversale mêlant la question des transports, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Ils proposent que soit mis en place **un moratoire d'une année sur l'extension des zones commerciales périphériques** afin de parvenir à une réflexion sur l'équilibre commercial des villes. **L'instauration de zones franches urbaines au coeur des centres-villes** en déclin est aussi souhaitée, en parallèle de la réalisation de travaux de rénovation dans les commerces existants.

Le rôle des collectivités et des élus apparaît au coeur des propositions avec le souhait de voir se développer des **Sociétés d'économie mixte (SEM)** amenées à racheter par exemple les pieds d'immeubles pour y installer des commerces.

Enfin, la question des **transports** apparaît également centrale dans leur approche. Alors que les commerçants se plaignent souvent de l'interdiction des voitures en centre-villes ou des difficultés de stationnement à proximité de leurs boutiques, une réflexion doit être engagée pour trouver **un équilibre entre la circulation automobile et les mobilités douces**, tout comme la question des livraisons qui représente un tiers de la circulation en centre-ville.

<http://commerce.chefdentreprise.com/Thematique/profession-1072/Breves/Des-pistes-reflexion-redonner-vie-centres-villes-320369.htm>